

Le Département de la Seine-Maritime exerce sa compétence de coordination gérontologique en s'appuyant sur les Centres Locaux d'Information et de Coordination (CLIC) conformément à l'article L.113-2 du Code de l'action sociale et des familles.

À cette fin, il autorise les CLIC en tant qu'établissements sociaux et médico-sociaux et assure le pilotage départemental du dispositif.

**Les CLIC sont tenus de respecter le présent cahier des charges.**

Ce dernier s'inscrit dans les orientations du schéma unique des solidarités 2023 - 2027, notamment celles visant la mise en place de maisons départementales de l'autonomie et des aidants 76. Dans la perspective de ce nouveau mode de fonctionnement, des propositions d'organisation émanant de groupes de travail associant les CLIC ont été élaborées dès 2020.

Le cahier des charges prend également en compte les textes applicables et les dispositions figurant sur le protocole relatif à l'organisation territoriale du parcours de vie de la personne âgée établi entre l'agence régionale de santé et le Département.

Ce cahier des charges permet de préciser la place des CLIC dans l'expérimentation des maisons départementales de l'autonomie et des aidants 76 (MDAA 76). Il intègre des évolutions concernant 7 CLIC expérimentant les missions « référents de parcours MDAA 76 » et un CLIC poursuivant l'expérimentation du management fonctionnel de l'équipe par le responsable autonomie 76.

Il est élaboré pour l'année 2025 dans l'attente de l'évaluation de cette phase expérimentale et de la poursuite des travaux d'articulation avec les nouveaux dispositifs de coordination : dispositif d'appui à la coordination (DAC)<sup>1</sup> et communautés 360<sup>2</sup>, en cours de précision avec l'ARS.

**UN PILOTAGE DÉPARTEMENTAL FORT**

Le Département, garant de l'exécution du cahier des charges et des missions confiées, assure la conduite et subventionne le dispositif à travers un pilotage départemental fort.

**- Le comité de pilotage départemental des CLIC**

Le comité de pilotage départemental des CLIC a pour mission de mettre en œuvre la gouvernance des CLIC en veillant au respect des orientations données. Il fixe les axes de travail prioritaires pour l'ensemble des CLIC, organise l'évaluation et le suivi du dispositif départemental et suit le financement. Présidée par la Vice-Présidente en charge des solidarités humaines, cette instance réunit l'ensemble des Présidents de CLIC et le comité départemental pour la citoyenneté et l'autonomie (CDCA).

<sup>1</sup> Dispositif figurant à l'article 23 de la loi n°2019-774 du 24 juillet 2019

<sup>2</sup> Les communautés 360 développent des réponses communes et coordonnées sur un territoire, en soutien aux habitants en situation de handicap et leurs proches aidants. Elles impliquent une coopération renforcée de l'ensemble des établissements et services médico-sociaux, des partenaires de droit commun, des collectivités locales, de la MDPH, des associations et de tous les concitoyens.



#### - **Le comité consultatif local**

Le comité consultatif est mis en place par le gestionnaire du CLIC. Il s'agit d'une instance de proximité permettant de travailler avec les partenaires locaux sur des propositions :

- d'axes de travail prioritaires
- de programmation annuelle d'objectifs à atteindre
- de groupes de travail et actions d'information et de prévention en lien avec les besoins repérés

Ces propositions sont soumises à validation du gestionnaire.

Sous la responsabilité du gestionnaire du CLIC et en lien étroit avec le responsable autonomie/MDAA 76 de l'unité territoriale d'action sociale (UTAS), chaque CLIC met en place cette instance qui se réunit a minima une fois par an. Ce comité est composé des partenaires de proximité représentatifs du secteur gérontologique de son territoire.

Un représentant de la direction de l'autonomie et du conseil départemental pour la citoyenneté et l'autonomie (CDCA) sont également membres de ce comité.

Les Vice-Présidents du Conseil Départemental du territoire d'intervention du CLIC sont systématiquement invités.

#### - **Une équité financière**

Pour garantir une équité de traitement, des critères d'attribution de la subvention aux CLIC sont mis en place. Ceux-ci reposent sur un principe de financement du Département à hauteur maximale de 85% du budget de fonctionnement théorique d'un CLIC estimé en fonction de critères concernant d'une part, les moyens en personnel et les frais de fonctionnement nécessaires selon la démographie et la superficie du CLIC et d'autre part, des critères liés à une performance d'activités (cf tableau ci-annexé).

Comme les années précédentes, l'ensemble des CLIC sont incités à la recherche de cofinancements, au rapprochement voire à la mutualisation de certaines fonctions telle que la gestion administrative et financière et à la rationalisation de certains frais logistiques comme les locaux.

En fonction des crédits alloués par la CNSA, des financements supplémentaires provenant de la conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie (CFPPA) pourront être mobilisés pour soutenir le rôle de prévention des CLIC sur les territoires.

## **I. L'ACTIVITE DES CLIC**

Des travaux visant la mise en place de maisons départementale de l'autonomie et des aidants 76 se poursuivent depuis 2020 avec pour objectifs :

- d'améliorer le réseau d'accueil, d'information et d'orientation en direction des personnes âgées, en situation de handicap et de leurs proches aidants
- de fluidifier l'accompagnement des publics âgés, en situation de handicap et de leurs proches aidants
- favoriser la mise en place d'actions de prévention adaptées aux besoins du territoire



Pour remplir ces objectifs, il est nécessaire de s'appuyer sur différents acteurs, notamment, les équipes des CLIC, des unités territoriales d'action sociale (UTAS), de la maison départementale des personnes en situation de handicap (MDPH), des plateformes de services handicapés (PFSHA), des dispositifs d'appui à la coordination (DAC) et des communautés 360°.

Les CLIC constituent un maillon essentiel des MDAA 76. Le présent cahier des charges conforte leur rôle et détaille leurs missions concernant :

- l'accueil approfondi, l'information et l'orientation des publics,
- l'évaluation multidimensionnelle des besoins de la personne âgée et de ses proches aidants et la mise en place du plan d'accompagnement,
- la coordination des intervenants autour de la personne
- la prévention de la perte d'autonomie.

### **L'ACCUEIL APPROFONDI, L'INFORMATION ET L'ORIENTATION : UN RÔLE D'EXPERT CONFÉ ÀUX CLIC**

Les professionnels des CLIC soutiennent l'ensemble des acteurs de premier recours dans leurs missions d'accueil, d'information et d'orientation. En effet, ces missions sont déjà remplies par de nombreux partenaires avec lesquels les CLIC travaillent en étroite collaboration : centres communaux d'action sociale (CCAS), centres médico-sociaux (CMS), professionnels libéraux, etc.

Ces derniers identifient les personnes en perte d'autonomie dont la situation pourrait se détériorer rapidement si une intervention n'était pas engagée ou si une évaluation de l'autonomie n'était pas réalisée.

Pour ce faire, ils s'appuient notamment sur un outil de repérage de la perte d'autonomie<sup>3</sup> pour orienter vers le CLIC qui est en mesure d'apporter aux partenaires un conseil « expert » et réalise si nécessaire, une évaluation approfondie des besoins de la personne.

L'enjeu est que la situation de la personne soit prise en compte au bon moment, au bon endroit et dans un esprit de prévention de la perte d'autonomie.

Dans le cadre du réseau MDAA 76, les CLIC contribuent notamment à apporter aux acteurs adhérents les ressources et outils nécessaires pour remplir cette fonction via :

- La mise en place et l'organisation de sessions de sensibilisation « de niveau 1 » à l'appui de partenaires ressources et de l'expertise des professionnels de la direction de l'autonomie (médecins, ergothérapeutes, instructeurs APA, chargés de mission, ...). Ces sessions dispensent aux acteurs adhérents les informations nécessaires pour la réalisation de cet accueil généraliste. Elles permettent également de les former au repérage de la fragilité des personnes âgées et d'identifier les professionnels relais.
- La mise en place et l'organisation de sessions de sensibilisation « de niveau 2 » : Ces sessions permettent aux acteurs adhérents au réseau d'être en capacité d'orienter vers les acteurs ressources spécialisés du territoire et de se repérer dans le paysage de la coordination du champ gériatrique.

Par subsidiarité, ils doivent :

- être en capacité d'accueillir la personne âgée de 60 ans et plus, son entourage ou un professionnel.
- délivrer une information permettant l'exercice du droit des personnes à un libre choix parmi l'offre de services. Ils apportent une réponse impartiale précise et adaptée.

<sup>3</sup> Ex : L'outil PRISMA 7



- orienter, c'est-à-dire proposer une mise en contact vers un partenaire ou un dispositif. Pour être en adéquation avec les besoins spécifiques, l'orientation ne peut se faire que par une bonne connaissance des partenaires locaux, de l'offre de services et/ou des professionnels.

### **L'ÉVALUATION MULTIDIMENSIONNELLE DES BESOINS DE LA PERSONNE ET LA MISE EN PLACE DU PLAN D'ACCOMPAGNEMENT : UNE ARTICULATION RENFORCÉE AVEC LES ÉQUIPES APA.**

Les CLIC doivent réaliser des évaluations multidimensionnelles, mettre en œuvre, suivre et adapter des plans d'accompagnement pour les personnes âgées de 60 ans et plus. Ces missions s'étendent aux proches aidants lorsque la situation le nécessite, c'est-à-dire lorsque le soutien apporté par l'aidant est significatif et continu et qu'un besoin de relai apparaît opportun pour l'équilibre de la dyade aidant/aidé.

L'évaluation multidimensionnelle se caractérise par une approche globale et une analyse de la situation d'une personne dans toutes ses dimensions : son environnement physique, son habitat, son environnement social, son entourage, la réalisation des activités de la vie quotidienne, les aides et démarches déjà mises en œuvre.

Les professionnels des CLIC doivent remplir cette mission qui :

- requiert l'accord préalable de la personne<sup>4</sup>
- se réalise, le plus souvent, à domicile afin de répondre aux exigences d'une prise en compte globale qui s'appuie sur le projet de vie<sup>5</sup> de la personne et sur son environnement
- lorsque la situation de la personne nécessite une approche pluridisciplinaire, les professionnels du CLIC, s'ils ne disposent pas des compétences en interne, doivent rechercher la pluridisciplinarité nécessaire en nouant les partenariats adaptés
- doit s'appuyer sur un/des outil(s) multidimensionnel(s) adaptés.

La loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement instaure une évaluation multidimensionnelle de la situation et des besoins des personnes âgées et de leurs proches aidants dans le cadre de l'évaluation de la demande de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA)<sup>6</sup> par les équipes médico-sociales des conseils départementaux. Par l'arrêté du 5 décembre 2016 fixant le référentiel d'évaluation multidimensionnelle de la situation et des besoins des personnes âgées et de leurs proches aidants, prévu par l'article L. 232-6 du Code de l'action sociale et des familles, ce référentiel devient l'outil réglementaire pour les équipes médico-sociales des départements en charge de l'éligibilité à l'APA.

En analysant plusieurs dimensions de la situation, l'évaluation conduit à identifier les besoins auxquels répondre globalement ainsi que les ressources et les potentialités. Ces éléments servent d'appui à la construction du plan.

Le plan d'accompagnement :

- doit être élaboré avec la personne en tenant compte prioritairement de son avis mais également de l'avis de ses proches aidants / personnes référentes
- établit un lien avec le médecin traitant. Celui-ci peut être facilité notamment lorsqu'une équipe mobile de gériatrie à domicile intervient sur le territoire du CLIC.
- formalise l'ensemble des besoins exprimés et des réponses proposées. Il inclut donc les éléments du plan APA lorsqu'il en existe un.

<sup>4</sup> Réf : le contrat d'accompagnement ou document individuel de prise en charge : outil de la loi 2002-2

<sup>5</sup> Le projet de vie : Il s'agit de la libre expression par la personne lors d'une rencontre avec un professionnel, de ses attentes, ses souhaits et ses besoins. Les professionnels intervenant participent à la mise en œuvre totale ou partielle du projet de vie. Cette notion fondamentale doit guider l'évaluation et la mise en place du plan d'accompagnement. La pleine participation des usagers et de leurs proches à la mise en œuvre de leur projet de vie doit être recherchée.

<sup>6</sup> Article L. 232-6 du Code de l'action sociale et des familles



Pour remplir ces missions, le Département demande aux CLIC d'utiliser le référentiel d'évaluation multidimensionnelle de la situation et des besoins des personnes âgées et de leurs proches aidants, à l'instar des équipes APA. L'utilisation de cet outil commun favorise l'efficience de l'accompagnement (non redondance de l'évaluation, continuité de la mise en place du plan et efficacité de son suivi). Les informations nécessaires pourront être partagées entre professionnels des CLIC et de l'APA avec l'accord de la personne.

Dans le cadre du déploiement progressif des MDAA 76, les équipes des CLIC seront formées à l'évaluation du GIR<sup>7</sup>, au CESU 76 ainsi qu'aux référentiels APA et des aides techniques.

Cette formation leur permettra de réaliser les plans d'aide APA en cas de première demande, de révision ou de renouvellement.

### LA COORDINATION : MISSION CENTRALE DES CLIC

Les professionnels du CLIC ont compétence à coordonner le plan d'accompagnement, de sa mise en œuvre à son suivi jusqu'à son adaptation.

- Dans la mise en œuvre :
  - o Concrétiser par étape et avec des échéances de manière à contribuer à la mise en place de réponses adaptées et diversifiées
  - o Mettre en place la coordination des aides et des intervenants avec l'accord et en considération du rythme de la personne concernée et/ou de son entourage.
- Dans le suivi :
  - o Vérifier l'effectivité de la mise en œuvre du plan au moyen de contacts réguliers avec la personne, son entourage ou les professionnels
  - o Le CLIC n'est pas un service social de catégorie
- Dans l'adaptation du plan :
  - o Modifier ou réajuster le plan
  - o Permettre d'adapter la palette de services en fonction des évolutions vécues de la personne
  - o Favoriser une prise en compte globale et, a fortiori, complémentaire entre les champs sanitaires, social et médico-social
  - o Permettre de gérer, éventuellement, les situations de crise impactant le plan d'accompagnement.

Le CLIC met en œuvre mensuellement des commissions pluridisciplinaires<sup>8</sup>. Ces commissions sont un lieu d'échange sur les situations nécessitant une coordination souvent caractérisées par l'imbrication de plusieurs problématiques (santé, précarité, troubles psychologiques/psychiatriques, addiction, isolement social et affectif).

Les commissions pluridisciplinaires sont composées de professionnels de l'action sociale, médico-sociale et sanitaire. Dans le cadre du rapprochement des missions entre les équipes CLIC et APA, ces derniers y seront systématiquement associés.

<sup>7</sup> GIR : groupe iso-ressources

<sup>8</sup> Cf. charte des commissions pluridisciplinaires



Les commissions pluridisciplinaires permettent :

- d'analyser les situations repérées par les partenaires, par les TS APA ou par l'équipe du CLIC
- d'apporter un soutien technique et collectif face à une situation donnée
- d'assurer le suivi de la mise en place des préconisations en fixant un échéancier des actions à engager
- de permettre de mobiliser les moyens existants
- de proposer des réponses concrètes, adaptées aux besoins et/ou à la demande de la personne et de ses proches dans la limite des moyens existants.

La pluridisciplinarité des professionnels doit être adaptée au traitement de chaque situation.

Ces commissions permettent notamment l'orientation vers le dispositif d'appui à la coordination (DAC), de situations instables cumulant 3 problématiques : perte d'autonomie décisionnelle, dominante du champ sanitaire et aides et/ou soins insuffisants ou inadaptés.

Les MDAA 76 visant à simplifier le processus d'accompagnement de l'usager et à éviter les doublons, les missions des travailleurs sociaux APA et des CLIC évolueront vers des postes de référents de parcours.

Dans un souci de convergence des missions respectives entre travailleurs sociaux APA et CLIC, un plan de formation à destination des travailleurs sociaux APA est mis en œuvre, concernant le volet accompagnement et coordination pour que ces derniers puissent mener ces missions.

De plus, des outils et un système d'information communs sont envisagés.

De plus, des réunions d'équipes communes entre les travailleurs sociaux APA et les CLIC sont organisées régulièrement.

#### LA PRÉVENTION : UNE PROGRAMMATION ADAPTÉE AUX BESOINS DU TERRITOIRE

Au titre de l'année 2025 et en fonction des crédits alloués par la caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA), des financements supplémentaires au titre de la conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie (CFPPA) pourront être mobilisés pour soutenir le rôle de prévention des CLIC sur les territoires. Les actions et les financements seront précisés au sein d'avenants spécifiques à la convention d'objectifs et de moyens des CLIC.

Les professionnels des CLIC ont pour mission de mettre en place des actions collectives d'information et de prévention de proximité à destination :

- ✓ des personnes âgées de 60 ans et plus
- ✓ des proches aidants
- ✓ des professionnels du secteur gériatrique.

Les CLIC travaillent à la mise en place de programmes locaux de prévention (PLP), en associant les acteurs locaux soit :

- à l'échelle du territoire de plusieurs CLIC.
- d'un CLIC avec antennes
- d'un CLIC de plus de 20 000 habitants âgés de 60 ans et plus.

Ces PLP portent une attention particulière sur les publics les plus éloignés de la prévention.

Le territoire ainsi constitué doit former un ensemble cohérent. Par ailleurs, un équilibre dans la répartition géographique des actions programmées doit être recherché.



Ces actions doivent répondre aux besoins des différents publics et tenir compte des spécificités du territoire d'intervention. En outre, elles s'inscrivent dans les orientations des politiques départementales (schéma unique des solidarités, programme coordonné de la CSPA).

Le responsable autonomie/MDAA 76 est en charge de l'animation globale du territoire de la MDAA76/UTAS. Aussi, afin d'identifier les priorités d'actions à mener au sein des programmes locaux de prévention, les professionnels du CLIC doivent travailler en étroite collaboration avec ce dernier.

Les actions menées par les CLIC sont « collectives ». Elles offrent ainsi aux personnes la possibilité d'échanger sur leurs propres préoccupations et problématiques et sont un moyen de travailler sur des représentations partagées. Elles permettent également d'identifier des personnes ressources, au niveau des intervenants (professionnels ou bénévoles) ou au niveau d'autres participants<sup>9</sup>.

Enfin, participer à une action collective est un moyen de lutter contre la solitude, de vivre un temps d'ouverture de soi et d'ouverture aux autres.

Le nombre d'actions mises en place dépendra des crédits supplémentaires alloués par la CNSA au titre de la CFPPA. Les dispositions seront précisées au sein d'avenants spécifiques à la convention d'objectifs et de moyens des CLIC.

#### ✓ Actions à destination des personnes âgées de 60 ans et plus

Dans le champ du « Bien vieillir », les programmes d'actions identifiés comme les plus efficaces sont principalement ceux qui visent à motiver les personnes à participer socialement pour favoriser les changements de comportement, améliorer les modes de vie et préserver la capacité de décision.

Des thèmes prioritaires<sup>10</sup>, interagissant les uns avec les autres, guident ainsi l'action des CLIC.

Les actions menées doivent répondre aux objectifs suivants :

- promouvoir l'activité physique ;
- promouvoir une alimentation saine et équilibrée ;
- prévenir les troubles de la santé mentale : lutter contre la dépression, l'isolement, le sentiment de solitude, renforcer les compétences psychosociales ;
- prévenir les traumatismes : agir sur les chutes, le suicide, la maltraitance ;
- prévenir les consommations d'alcool et de tabac ;
- renforcer les fonctions cognitives : stimuler la mémoire à court, moyen et long termes ;
- favoriser le bon usage des médicaments ;
- renforcer le capital social : encourager la participation sociale, proposer des actions éducatives et sociales ;
- adapter l'environnement : développer et favoriser l'accès aux nouvelles technologies, améliorer l'accès à des environnements sans danger et stimulants.

#### ✓ Actions à destination des proches aidants

Les actions éligibles au titre des crédits alloués sont les suivantes :

- l'information, la sensibilisation et les actions de prévention spécifiques à destination des aidants
- les actions de soutien (soutien psychosocial collectif ou ponctuellement individuel)
- la formation

<sup>9</sup> Source Tessier S. Les éducations en santé. Éducation en santé, éducation thérapeutique, éducation à porter soins et secours. Paris : Maloins, coll. Éducation du patient, 2012

<sup>10</sup> Source INPES Actions collectives « Bien vieillir » Repères théoriques, méthodologiques et pratiques



Ces actions devront :

- être destinées spécifiquement à chaque catégorie d'aidants ou transverses aux publics concernés,
- reposer sur une étude de besoins préalable, un diagnostic de l'offre afin d'éviter toute redondance avec des actions pré existantes dans une logique de complémentarité,
- apporter une réponse partenariale de proximité,
- tendre à une équité dans l'offre territoriale proposée
- être accessibles gratuitement à ces proches aidants ;
- être organisées au regard des besoins et des contraintes des aidants sur les territoires ;
- faire l'objet d'une évaluation quantitative et qualitative.

✓ Actions à destination des professionnels du secteur gérontologique

Les actions proposées par le CLIC aux professionnels visent à informer sur des thématiques en lien avec l'avancée en âge. Elles ne sont pas considérées comme des actions de formation.

À noter que les actions à destination des personnes âgées de 60 ans et plus et des proches aidants peuvent être ouvertes aux professionnels si cela est compatible aux objectifs visés.

## II. LES MODALITÉS PRATIQUES DE MISE EN ŒUVRE

Pour que l'ensemble de ces missions puisse être assuré de manière optimale, le Département fixe les obligations suivantes :

### LES RELATIONS AVEC LES USAGERS

#### 1) Les règles déontologiques :

Le CLIC veille à ce que l'information donnée, sa diffusion, les réponses apportées soient réalisées dans un souci de neutralité et d'objectivité, en particulier en ce qui concerne l'offre de service.

L'action du CLIC s'exerce en veillant à la confidentialité des informations qui lui sont transmises dans le respect des décrets n°2016-994 et 1349 sur les échanges entre professionnels et des règles déontologiques auxquelles sont soumis les différents professionnels.

Il doit veiller à respecter le libre choix de la personne.

Par ailleurs, le CLIC doit proposer un accès gratuit pour les usagers et les partenaires.

#### 2) L'information et les droits des usagers :

Le CLIC s'engage à mettre en place, les outils de la loi du 2 janvier 2002 et à les porter à la connaissance de tout usager faisant appel à ses services : le règlement de fonctionnement, le livret d'accueil, le projet de service, le contrat d'accompagnement, la charte des droits et libertés de la personne accueillie et la participation des usagers.

Afin d'accompagner les CLIC dans cette démarche, le Département a travaillé avec les CLIC sur un référentiel de mise en œuvre des outils de la loi du 2 janvier 2002.

La loi impose une actualisation de ces outils tous les 5 ans. A la mise en place des MDAA 76, ils devront être actualisés afin de prendre en compte ce nouveau mode d'organisation.

Guichet d'information, le CLIC met à disposition des personnes âgées, de leurs proches mais aussi des partenaires un guide actualisé des aides, services et structures au profit des personnes âgées sur leur territoire.





## LE PARTENARIAT

Le CLIC doit développer des relations partenariales avec l'ensemble des partenaires du secteur gérontologique. À cette fin, il formalise les partenariats développés par des conventions permettant d'améliorer les réponses aux personnes âgées en facilitant les relations et les complémentarités (CCAS, SSIAD, établissements, ...) et l'articulation entre les secteurs sanitaire et social.

## LES MOYENS DES CLIC

### 1) Les moyens matériels :

Cette organisation pourra être amenée à évoluer en cours d'année en fonction du déploiement progressif des MDAA 76.

- L'accueil physique : les locaux et l'ouverture au public

Le CLIC doit proposer un lieu d'accueil, d'écoute et de ressources facilement accessible (accessibilité par les transports en commun et pour les personnes à mobilité réduite) et si ce n'est pas le cas, s'adapter en s'appuyant sur les potentialités d'accueil des territoires servis, par exemple les CMS, les CCAS et les mairies, ...

Dans une perspective de simplifier l'accès à la réponse pour l'usager, les projets de maisons départementales de l'autonomie et des aidants 76 incitent au regroupement des différents professionnels intervenant dans l'évaluation des besoins de la personne âgée, de la personne en situation de handicap et de leurs aidants. À ce titre, les différents projets de mutualisation de locaux seront poursuivis en 2025 sur les territoires.

Les locaux doivent permettre la confidentialité des entretiens réalisés.

Le CLIC garantit un fonctionnement sur une ouverture d'au moins 220 jours par an. Il doit assurer du lundi au vendredi un service au public d'au moins 4 heures par jour en prenant en compte les habitudes de vie du secteur. Durant les périodes de fermeture, il doit mettre en place une continuité du service 12 mois sur 12 en prévoyant un relais avec les autres CLIC ou les autres partenaires.

- L'accueil téléphonique :

En dehors des heures d'ouverture, le CLIC doit disposer d'un répondeur téléphonique informant des plages horaires et permettant aux appelants de laisser un message.

Le CLIC s'engage à contacter en semaine dans un délai de 48 heures les personnes ayant indiqué leur nom et leur numéro de téléphone.

- Les moyens informatiques :

Le CLIC s'engage à disposer d'un logiciel de gestion de son activité. Il s'engage à collecter des informations fiables sur son activité conformément aux attentes du rapport d'activité.

## LE PERSONNEL

Le personnel est recruté et géré par l'organisme gestionnaire du CLIC.

Le responsable autonomie/ MDAA 76 de territoire est systématiquement associé au recrutement des agents et à leur remplacement, en cas d'absence prolongée.

Le CLIC est composé d'une équipe minimale de deux personnes dont les missions principales ont trait à l'évaluation, la coordination et la prévention.

Les profils de postes administratifs devront évoluer pour être en adéquation avec les différentes missions confiées aux CLIC.

Le Département met à disposition des CLIC une fiche de poste type détaillant les missions attendues. Les personnes recrutées dans les fonctions de coordinateur et/ou d'évaluateur doivent disposer a minima un diplôme de niveau 6 (DE travailleur social, licence professionnelle en gérontologie, etc.) et avoir une expérience significative, dans le secteur gérontologique.



### III. LES ÉLÉMENTS D'APPRÉCIATION DE L'ACTIVITÉ

L'activité du CLIC donne lieu à la rédaction d'un rapport d'activités annuel, dont le contenu est fixé par le Département.

Ce rapport est un outil de pilotage permettant de disposer d'une vision annuelle de l'activité des CLIC à l'échelle du département et de positionner chaque CLIC par rapport à des standards de moyens, d'activité et de professionnalisation.

Dans sa formalisation, une trame commune est réactualisée régulièrement dans le cadre d'une concertation impulsée par le Département afin d'améliorer la lisibilité et la cohérence avec le logiciel de gestion de l'activité.

La participation financière accordée annuellement est soumise à la production de ce rapport d'activités. Celle-ci est attribuée en fonction des objectifs réalisés par le CLIC.